

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 293 - VENDREDI 10 JUIN 2016

PÂQUERETTE SUR PELOUSE

Je me réjouis de tous ces crampons qui vont me piétiner à Saint-Denis. Mais, avec leur loi, Manuel et Nadia ont failli me prendre en otage.

AGENDA MILITANT

→ 12 juin

Paris [Soutien aux grévistes ! Non et toujours non à la loi El Khomri](#)

→ 17 juin

Marseille [C'est quoi ce travail ?](#)

→ 18 juin

Nanterre [Gauche citoyenne fait la fête](#)

→ 23 juin

Paris [Où va-t-on ?](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Europe

[Fractures en Europe](#),
le bulletin d'Ensemble !

→ Video

[Ce cauchemar qui n'en finit pas](#),
Pierre Dardot, Christian Laval

Face aux maîtres-chanteurs : émancipation et alternative

Passage en force à l'Assemblée nationale, puis vote au Sénat le 13 juin après que la commission dite des Affaires "sociales" l'ait musclée davantage pour satisfaire le MEDEF et espérer la faire voter à l'Assemblée... Elle est toujours là, la Loi El Khomri. Et cela contre le NON majoritaire dans le pays.

Déclarations agressives, gazages et matraquages, chantages se succèdent... et ne font pas céder. Les femmes et hommes en lutte, en grève depuis des mois pour certains et présents de manifestation en manifestation, le savent : la loi "Travail" porte plus loin la remise en question des droits, elle fait des salariés et des jeunes des otages de l'intérêt patronal et actionnarial. Appliquée dans le privé, elle servirait de cheval de Troie contre le public. Et aux Tartuffes gouvernementaux qui en appellent à l' "image de la France" à l'approche de l'Euro 2016, les salariés répondent, tel ce cheminot - supporter de foot -, que dans 2 mois, on ne parlera plus ballon, mais les conditions de travail et de vie, elles, resteront et s'aggraveront avec la loi. Tel aussi ce touriste anglais, pas dupe des manipulations médiatiques et officielles, comparant la situation à celle du Thatcherisme des années 80 : pas flatteur pour le gouvernement !

Alors oui, femmes et hommes tiennent bon, malgré les pertes de salaires liées aux jours de grève, que compensent un peu les collectes solidaires¹.

Et nous manifesterons encore le mardi 14 juin à Paris. Et au-delà ? Pour que la mobilisation de toutes ces forces disponibles, actives et solidaires ne s'épuise pas, n'échoue pas, il ne suffira pas d'aller vers de nouvelles journées d'action. Il faut que la remise en question d'un système pourri, qui assène des lois qui le sont tout autant, s'étoffe et se condense en force politique porteuse d'émancipation et d'alternative. Il faut que cesse la remise dilatoire à plus tard d'une convergence, sans compromission, des forces politiques de gauche, celle qui ne se perd pas dans des primaires ambiguës, mais contribue à poser clairement sur la table les axes forts d'une autre société.

● Michèle Kiintz

1. <https://www.lepotcommun.fr/pot/x9a9rzjr>



Face au déni gouvernemental le NON reste DEBOUT !

Malgré l'obstination gouvernementale conjuguée à celle du MEDEF, malgré le matraquage médiatique et policier, le refus de la Loi Travail continue de s'exprimer avec vigueur. Manifestants, grévistes, militants et une majorité de la population ont conscience que le projet de société porté par cette loi ne fera qu'aggraver les conditions de travail dans le privé avec extension programmée au public. La journée du 14 JUIN se veut un temps fort de la lutte. Illustrations.

Tout tremble, mais rien ne bouge

Communiqué commun CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL

8 juin 2016

Les organisations syndicales en lutte contre la loi travail affirment avec force leur détermination à défendre l'intérêt de tous les salarié-es actuel-les et futur-es. Elles relèvent avec intérêt l'évolution de certaines organisations syndicales qui ne sont pas dans l'action mais qui expriment leur désaccord avec le projet de loi.

Les organisations syndicales et de jeunesse, conscientes de leurs responsabilités, en appellent encore une fois au gouvernement et aux parlementaires pour qu'ils assument les leurs en matière de protection des salarié-es. Elles rappellent que ce texte n'est pas acceptable, notamment sur l'inversion de la hiérarchie des normes, les accords de développement et de maintien dans l'emploi, l'assouplissement des licenciements économiques, le référendum et la médecine du travail, facteurs de destruction des garanties collectives et favorisant la précarité.

De ce fait, elles jugent incompréhensible et inadmissible, pour un gouvernement qui prône le dialogue social, que le Président de la République ne réponde toujours pas au courrier des sept organisations qui demandent à être reçues afin de faire valoir leurs propositions.

Ce n'est pas en menaçant, en discréditant le mouvement social et en essayant de diviser, sans succès, les organisations syndicales et de jeunesse que le règlement du conflit contre le projet de loi travail sera trouvé. Elles restent unies et déterminées pour gagner.

La mobilisation demeure importante et la votation citoyenne remporte un grand succès. Les organisations soutiennent les salarié-es en lutte et ceux et celles qui les rejoignent et appellent à amplifier les grèves et les actions.

Si le gouvernement s'entête, les organisations syndicales et de jeunesse engagent l'ensemble des salarié-es actif-ve-s, privé-es d'emploi et retraité-es, les étudiant-es et lycéen-nes à poursuivre les actions revendicatives sous les formes décidées localement particulièrement les :

- 23 juin 2016 : date du vote au Sénat (grèves, interpellations des parlementaires, rassemblements, manifestations, conférences de presse ...).
- 28 juin 2016 : remise de la votation citoyenne auprès des préfetures et à la Présidence de la République pour la région parisienne en organisant des grèves et des manifestations.

D'ores et déjà le 14 juin s'annonce fort et verra la participation, l'appui et le soutien de délégations syndicales européennes et internationales qui chaque jour témoignent de leur solidarité.

Pour ne pas se laisser impressionner, pour résister, les organisations syndicales invitent à voter pour le retrait du projet de loi travail et l'obtention de nouveaux droits. Elles appellent à participer massivement à la grève et à la manifestation du 14 juin à Paris.

Les organisations décident de se retrouver le 15 juin.

Les luttes sectorielles s'inscrivent dans le NON à la Loi El Khomri. Les tracts des différentes organisations font le lien :



Toutes et tous à Paris le 14 juin 2016

Pour le retrait de la loi Travail et pour la défense de nos emplois et nos salaires dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

*Le SNESUP-FSU appelle à la grève et à **2 MANIFESTATIONS***

La loi El Khomri casse le code du travail,

Les mobilisations et le rapport de force dans l'opinion publique ont déjà contraint le gouvernement à proposer des modifications au projet de loi. Mais **la philosophie même du projet de loi n'a pas bougé et demeure inacceptable**, notamment en ce qui concerne l'inversion de la hiérarchie des normes, les accords de développement et de maintien de l'emploi, les conditions du licenciement économique, le référendum d'entreprise et la médecine du travail.

La Fonction publique est concernée !

Tout affaiblissement des droits des travailleurs du privé **ouvre la voie à un affaiblissement des droits des fonctionnaires et des agent-e-s et précaires du public**. Si ce projet de loi était adopté, la même philosophie pourrait alors s'appliquer au secteur public ; d'autant que nombre d'articles de lois et décrets de la fonction publique sont la transposition des dispositions du Code du travail (dialogue social, rapport national/local, temps de travail, etc).

L'intersyndicale contre la loi travail (CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL) appelle à participer à la Votation citoyenne (<http://votationtravail.fr/>).

Grève et manifestation contre la loi Travail

mardi 14 juin, 13h place d'Italie, Paris 13^{ème}

Emplois. Budgets

Avec la lettre de **cadre budgétaire 2017**, **l'austérité dans la fonction publique est aggravée** : baisse de 2 % des effectifs, gel de la masse salariale... Les annulations budgétaires dans l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR) continuent : 2014, 2015, 2016 et ... 2017! Ceci interdit notamment de résorber la précarité massive qui ne cesse de s'aggraver.

Le moment est venu pour l'intersyndicale du supérieur (SNTRS-CGT, CGT-INRA, CGT-FERC-Sup, SNPRES-FO, Sud Recherche -EPST, Sud Education, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, Collectif national des travailleur.e.s précaires de l'ESR), **d'exiger une forte revalorisation de nos salaires**, **l'abrogation des systèmes de prime au mérite** et en particulier la redistribution de la PEDR pour les chercheurs et les enseignants-chercheurs en tant que prime fonctionnelle pour tous et la suppression du RIFSEEP pour les BIATSS (1), **des créations d'emplois statutaires à tous les niveaux**, le développement des services publics et de la fonction publique, le **respect des droits des précaires**, l'amélioration des conditions de travail et le renforcement des droits et garanties pour tous les salariés, du public comme du privé, ce qui passe par une augmentation significative du budget de l'ESR et le retrait du projet de loi gouvernemental sur le travail.

Manifestation contre l'austérité dans l'ESR

mardi 14 juin, 11 h devant le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 1 rue Descartes Paris 5^{ème}

¹ Le SNESUP-FSU revendique l'intégration du montant de ces primes dans les salaires



« Dans la perspective de la manifestation nationale du 14 juin, les grèves, manifestations et mobilisations continuent alors que le Sénat va donner au texte de loi un tour encore plus libéral et destructeur des droits sociaux.

Dans les raffineries, à la SNCF, à Air France, malgré la pression conjointe du Medef, des directions d'entreprises et du gouvernement, qui prennent prétexte de l'Euro et des inondations pour inciter les grévistes à arrêter leur mouvement, la grève continue, les blocages aussi. »

(extrait du communiqué d'Ensemble !, après le passage d'E. Macron à Montreuil)



17 mars 2016.



26 mai 2016.



À Paris, devant l'affiche «État d'urgence, loi El Khomri, même combat».



À Fos, le 24 juin 2016.





Dans l'une des manifestations du 26 mai 2016.



Dans une rue de Paris



Adresse anonyme à El Khomri, Hollande, Valls...



En Ille et Vilaine, des associations locales co-signent l'appel à manifester le 14 juin.



Contre la loi travail, des acteurs force de proposition.



Participez à la votation citoyenne à laquelle appellent les 7 organisations syndicales, dans les entreprises, les établissements, les quartiers ou sur les sites des organisations ainsi : .Retrouvez le texte collectif et d'autres documents sur le site <http://votationtravail.fr>



Du mélange faire de l'ordinaire

Lundi 6 juin. Crues, grèves, etc. Il y a beaucoup de choses dans l'actualité. Mais une chose n'y est pas : le début du Ramadan. Plusieurs millions d'habitants de France sont susceptibles de le pratiquer, des dizaines de millions d'être en contact – voisins, collègues, commerçants... - avec des personnes qui le pratiquent. Mais dans les informations que je vais lire, écouter, regarder ce jour là et les jours suivants, je n'entendrai que «le ramadan commence aujourd'hui». Rien d'autre, pas un reportage, un papier d'analyse.

Les semaines précédentes, on a parlé de Karim Benzema. Eric Cantona, Jamel Debbouze et le joueur lui-même ont interrogé : s'il n'a pas été choisi, s'il n'y a qu'un seul arabe en équipe de France, cela a-t-il à voir avec le fait qu'une grande partie de la population française se reconnaît dans les idées d'un parti raciste ? Impensable, sacrilège, idiot...

Pourtant, *Médiapart* a publié un article montrant que parmi les hauts responsables du football en France, les clichés racistes ont la vie dure et ont des effets sur leurs choix.

Quel rapport entre ces deux faits ?

On ne parle des musulmans, des arabes, des noirs et des habitants de la banlieue que *quand il y a problème*. L'an dernier, on a parlé du Ramadan parce qu'il y avait eu un désaccord entre différentes tendances de l'Islam en France sur la date du début du jeûne. On consacre du temps de reportage aux musulmans, arabes, noirs ou aux habitants de la banlieue principalement *quand ils posent problème* mais peu *quand ils ont un problème*. Quant a débuté l'affaire de la *sex-tape*, on a pu lire des analyses savantes et détaillées sur l'entourage de Benzema, sur l'extraction sociale des joueurs issus de l'immigration, etc. Mais quand est posée la question du racisme dans le football, aucune enquête, aucun reportage. Les analyses se succèdent pour dire : il n'y a rien à en dire, c'est idiot. Et donc on apprend que - miracle ! - il existe un lieu où n'existe aucun racisme : le football professionnel et l'équipe de France. Mais qu'il y

a encore un arabe – Benzema – qui met le bazar et dit du mal du sélectionneur de l'équipe de France... autant dire de «la-France».

Invisibilité d'un côté, scandale de l'autre, petit à petit, tout cela construit musulmans, arabes, noirs et habitants de banlieue comme non-ordinaires, extraordinaires, hors l'ordinaire de la banalité française.

Au moment des fêtes d'origine chrétienne de Pâques ou de Noël, les médias alignent des reportages inintéressants sur la fabrication des chocolats, la plantation des sapins, etc. Reportages tellement banals et récurrents que cela a un nom dans le milieu de la presse : des "marronniers". Sans intérêt mais non sans effet : n'est-ce pas aussi ce banal, rassurant, ronronnant, évident qui fabrique dans la tête des gens ce qu'est "la-France" ?

Pourquoi le Ramadan ne donne-t-il pas lieu à ce genre de marronniers ? Pourquoi ne voit-on pas revenir chaque année des sujets barbants sur la fabrique des gâteaux au miel et l'élevage des agneaux dans nos campagnes ? Pourquoi est-ce que les micro-trottoirs sur le changement d'heure ne sont pas réalisés au marché de St-Denis ? Et quand se pose un problème de racisme ou de discrimination, on rêve que les médias soient capable de l'analyser, d'enquêter, d'en parler... bref de journaliser comme c'est le cas des inondations.

Alors que beaucoup de Français, singulièrement dans les zones de fort vote Front national, voient les musulmans, les arabes, les noirs et les habitants de la banlieue principalement à travers les médias, il est urgent de banaliser. Même pas de montrer des exemples positifs, des bonnes nouvelles. Même pas une ode au mélange. Non, de banaliser comme des réalités françaises ordinaires ce qui est une réalité française ordinaire pour en faire l'ordinaire de la France.



● Stéphane Lavignotte



I comme Insoumission (vertu de l'insoumission)

L'insoumission est de retour. Elle accompagne le retour sur le devant de la scène de la question sociale. Quand un fleuve entre en crue et sort de son lit, les autorités déclenchent l'alerte rouge. Et quand un peuple sort de son lit pour descendre dans la rue, il en va de même dans les hautes sphères. La rébellion contre le projet nommé par antiphrase "Loi travail" est une réaction d'auto-défense du monde du travail. Mais elle manifeste en même temps l'insoumission d'une partie de la population envers le discours dominant. La litanie selon laquelle il faut remettre en cause les acquis pour relancer l'emploi commence à avoir du mal à passer. Non seulement, le résultat n'est pas garanti, mais, plus encore, beaucoup de salariés ne sont pas prêts à relancer la croissance à n'importe quel prix, au prix notamment d'une nouvelle régression de leurs droits et de leur sécurité. La façon dont les cheminots, les salariés du secteur pétrolier ou les agents EDF assument que la grève entraîne des pertes importantes de chiffre d'affaires pour leur entreprise est révélateur. Ils savent que c'est en tapant à la caisse qu'ils peuvent faire plier leur patron, et par voie de conséquences, le gouvernement.

Quand Jean-Luc Mélenchon a choisi "la France insoumise" pour slogan de campagne, il a été bien inspiré.

Il y a une vertu de l'insoumission. Dans le texte d'Oscar Wilde auquel nous faisons référence lors de notre dernière chronique (*L'Âme de l'homme sous le socialisme*¹), celui-ci écrivait déjà : « *L'insoumission, aux yeux de quiconque a lu l'Histoire, est la première vertu de l'homme. C'est par l'insoumission que le progrès s'est accompli, par l'insoumission et par la rébellion.* »

Le mouvement communiste, depuis Marx et Engels, s'est construit en cherchant à dépasser la simple révolte pour susciter un mouvement révolutionnaire conscient de ses buts et de ses moyens. On sait le rôle qu'a joué dans l'affirmation de leur pensée la critique de l'anarchisme de Proudhon (dans *Misère de la Philosophie*) et de Stirner (dans *l'Idéologie allemande*). Et cette critique conserve une force et une valeur, car la révolte, *a fortiori* la révolte individuelle, ne peut en général conduire qu'à l'isolement et à la défaite.

Après l'expérience du XX^e siècle, il nous semble cependant qu'il est nécessaire de revisiter les rapports entre anarchisme et communisme. Le peu de place (c'est une litote) laissé à l'esprit

d'insoumission des individus n'est pas pour rien dans l'échec des expériences socialistes. La discipline rendue nécessaire par la révolution et surtout par la construction d'États socialistes a favorisé le conformisme, l'apolitisme, l'impossibilité que s'expriment des voix discordantes au sein même du parti et de la société, (antidotes nécessaires à la vie de l'organisme tout entier) et, finalement, la chute de ces régimes.

Pourtant, tous les révolutionnaires, de Lénine à Fidel en passant par Mao, ont désobéi aux idées admises, même parmi les leurs. « *Il ne faut pas être plus prisonnier de ses amis que de ses ennemis* », écrivait Vallès, l'auteur de *L'Insurgé*. C'est en étant insoumis qu'on devient un rebelle, un insurgé et parfois un révolutionnaire.

Tous les révolutionnaires, de Lénine à Fidel en passant par Mao, ont désobéi aux idées admises, même parmi les leurs. C'est en étant insoumis qu'on devient un rebelle, un insurgé et parfois un révolutionnaire.

L'opposition entre Marx et Bakounine qui a marqué la Première Internationale (et qui a contribué à sa fin) s'explique non seulement par des oppositions idéologiques mais aussi par des oppositions de caractère. Bakounine (dont le côté brouillon dans la pensée et dans l'action ne pouvait qu'irriter Marx) se disait quant à lui communiste, matérialiste et disciple de Hegel. L'un et l'autre n'étaient ainsi pas si éloignés idéologiquement.

Bakounine n'a évidemment pas produit une critique d'une ampleur et d'une valeur scientifique comparable à celle de Marx, mais ses mises en garde contre le despotisme de l'État, de la religion et même de la science conservent une actualité certaine.

Quand nous avons fondé, avec un collectif d'écrivains, les éditions Le Temps des Cerises, c'était aussi avec cette idée qu'il était temps d'essayer de dépasser des oppositions nées de l'Histoire, notamment entre les deux courants de la tradition communiste, la tradition marxiste et celle qui se proclame anti-autoritaire ou libertaire. Même si ce n'est guère aisé... (Les polémiques, avec Onfray par exemple, le confirment).

Mais dans un moment où le système capitaliste révèle de plus en plus son visage autoritaire, où la "gouvernance" des banques s'exerce avec cynisme au mépris du droit des peuples, il est nécessaire de prôner la valeur de l'esprit d'insoumission.

Le pouvoir de dire Non est l'acte par lequel s'affirme la dignité de l'être. C'est en disant Non, aussi, que les enfants grandissent et que les peuples s'affirment.

1. Éditions Ressouvenances.





Le conformisme à l'égard du "politiquement correct", qui sévit aujourd'hui dans bien des discours d'eau tiède n'est pas compatible avec l'ambition de révolutionner la société. Le "respect des institutions" évoqué par une déléguée à la tribune du dernier congrès du PCF non plus. Comme le disait le romancier René Ballet, la maladie la plus grave aujourd'hui, en politique, c'est la « *respectose* ».

Mais l'insoumission n'est pas que l'acte négatif du refus. C'est aussi une affirmation de souveraineté. Cela vaut pour les individus comme pour les peuples.

Roger Vailland, qui fut un écrivain à la fois "engagé" et "dégagé", disait : « *la vertu se confond avec la souveraineté* ». Et aussi : « *Quand on délègue sa souveraineté, on finit toujours par ramper et le souverain par se délecter de faire ramper, mais le pouvoir sur la nature et les hommes dans la nature ne s'obtient que par successives délégations et reconquêtes de souveraineté.* »²

Cette revendication de souveraineté est aujourd'hui essentielle. Il n'y a pas de transformation possible sans la reconquête d'une souveraineté populaire.

La preuve *a contrario* nous en est fournie par les décisions des dirigeants qui ont fait allégeance au grand capital. Se prémunir (et prémunir le pouvoir des banques et des grandes sociétés contre tout risque de souveraineté populaire) est le fil rouge de leur action. L'Europe actuelle, telle qu'elle s'est construite, a clairement révélé sa vraie nature de prison des peuples, mise en place par les gouvernements eux-mêmes. Le cas grec est suffisamment clair pour qu'il ne soit pas nécessaire de développer. Mais ce qui se passe avec la loi El Khomry aussi. Celle-ci ne figurait pas dans le programme du candidat Hollande, mais il faut la faire passer coûte que coûte car elle figurait dans l'agenda des instances européennes. Il en va de même de la logique qui sous-tend la loi NOTRE sur la réforme territoriale, la mise en place des métropoles, le redécoupage autoritaire des régions et des communautés d'agglomération. Tout cela va dans un même sens : éloigner les centres de décision du peuple et le dessaisir de toute souveraineté.

Étrangement, les communistes qui ont joué un si grand rôle dans la défense de la nation n'osent plus aujourd'hui faire

référence à la notion d'indépendance nationale et ils subordonnent toute possibilité de changement à un changement à l'échelle européenne. D'où le soutien maintenu à Tsipras, *perinde ac cadaver*.³

Nous avons pour notre part sans doute des désaccords avec Jean-Luc Mélenchon, sur des points qui ne sont pas négociables (par exemple le nucléaire), mais nous sommes d'accord avec lui sur la nécessité de la rupture et sur le fait que cette rupture passe par la reconquête d'une souveraineté. Ce qu'exprime son slogan, "La France insoumise".

Nous pouvons comprendre que la direction du Parti communiste cherche un rapprochement avec les frondeurs socialistes... mais le pas de deux des primaires est une impasse. Cette semaine encore, Benoît Hamon expliquait à la radio qu'il souhaitait qu'Hollande y participe et que l'avantage des primaires était que ceux qui y prendraient part devraient se rallier au vainqueur...

**Les personnalités
et leur valeur jouent
un rôle en politique
et ce n'est pas illégitime.
Mais l'important
aujourd'hui, pour la
rébellion sociale
elle-même, serait que
toutes les composantes de
la gauche anticapitaliste
trouvent les voies
de leur rassemblement**

On sait les limites de l'élection présidentielle. La fonction elle-même devrait, dans l'esprit d'une nouvelle République, être remise en cause. Elle est, dans la République, le retour du principe régalien. Ce n'est pas pour rien que les révolutionnaires de 89 et de 93 n'eurent pas l'idée de créer la fonction de "Président de la République". Celle-ci nous vient de Napoléon et de la période de stabilisation bourgeoise et monarchique de la République. Qui plus est, nous connaissons l'effet pervers de l'élection présidentielle sur le débat politique. Encore que la question de la personnalisation soit à double tranchant. Oui, les personnalités et leur valeur jouent un rôle en politique et ce n'est pas illégitime.

Mais l'important aujourd'hui, pour la rébellion sociale elle-même, serait que toutes les composantes de la gauche anticapitaliste trouvent les voies de leur rassemblement.

Le Front de gauche a montré des limites. Mais lui tourner le dos serait une politique de Gribouille. Mieux vaut s'attacher, à partir de ce qui existe, à essayer d'aller de l'avant ensemble.

● Patricia Latour et Francis Combes



2. Roger Vailland, *Aphorismes*, Le Temps des Cerises / Cahiers Roger Vailland.

3. *Perinde ac cadaver*, comme un cadavre, locution latine exprimant le vœu d'obéissance absolue des moines. Reprise par certains Jésuites.

Enjeu d'une convergence

Entre 5 000 et 10 000 personnes (estimation de la police vs estimation des organisateurs) ont participé dimanche 5 mars au lancement de la campagne de la France insoumise. Clémentine Autain (Ensemble!) et Marie-George Buffet (PCF) étaient présentes pour souligner l'enjeu d'une convergence de toutes les forces de la gauche d'alternative lors des élections de 2017 et au-delà.



● **Terrorisme d'État.** On est sans nouvelles du dirigeant palestinien Marwan Barghouti que l'État d'Israël a condamné à perpétuité. Détenue depuis 20 ans, il vient d'être transféré dans un lieu inconnu, y compris de sa famille. En avril, le parlement tunisien l'avait proposé pour le prix Nobel, suivi par les parlementaires belges ; ceux-ci, dans une lettre collective adressée au Comité norvégien du Prix Nobel de la Paix, écrivent : « *La paix exige la libération de Marwan Barghouti et celle de tous les prisonniers politiques, comme celle de l'ensemble du peuple palestinien, qui vit sous occupation depuis des décennies.* » Que d'autres parlementaires rejoignent cette initiative contribuerait à la lutte contre les pratiques terroristes de l'État israélien.

● **Prise de risques.** Les goûts du ministre de l'Économie en campagne, qui préfère les costards aux T-shirts et bleus de travail, ne sont pas partagés. Place de Stalingrad, le 5 juin, on lui promet des claques ; le 6 juin, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), les slogans (et les œufs) fusent à son arrivée :



« *plutôt en grève qu'en costard* » et « *ni chair à patron, ni chair à matraques. Retrait, retrait de la loi travail* » (Voir le communiqué "Là où E. Macron passe, la résistance s'affiche" sur ensemble-fdg.org).

● **Journalistes indignés.** Après, entre autres, un tir tendu à Paris avec casse de l'outil de travail et des commotions, à Rennes une voiture fonce sur les manifestants et les matraques entrent en action y compris contre les journalistes. Trop, c'est trop, Reporters sans frontières (RSF) et Club de



la presse de Rennes sont indignés : une plainte doit être déposée auprès du défenseur des droits.

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

